

LA RÉVOLUTION ET L'ÉDUCATION

Dernier bilan

par Bruno BELHOSTE

Dominique Julia a présenté dans cette même revue un vaste panorama des recherches publiées depuis une dizaine d'années sur l'éducation et l'enseignement pendant la période révolutionnaire (1). Ce bilan, arrêté en décembre 1989, ne pouvait prendre en compte les articles et ouvrages parus depuis lors. Prenant le relais, je m'efforcerai ici de combler cette lacune pour les années 1990 et 1991, sans m'interdire de revenir à l'occasion sur des publications plus anciennes.

Je distinguerai, par commodité, trois ensembles dans la masse des publications qui nous intéressent : les ouvrages de fonds, les rééditions de textes et les travaux à caractère monographique.

Dans la première catégorie, deux livres importants, annoncés par D. Julia, sont parus au cours de l'année 1990, l'un sur l'enfance et la famille, l'autre sur l'école élémentaire pendant la Révolution.

Le premier est un ouvrage collectif, réalisé à la suite d'un colloque organisé en 1989 (2). Il n'était pas évident de confronter des réalités biologiques et sociales inscrites dans la longue durée – l'âge de l'enfance, l'institution familiale – à la problématique singulière de l'événement révolutionnaire. Dans quelle mesure, en effet, des comportements et des représentations dont l'évolution est séculaire sont-ils affectés en profondeur par les bouleversements politiques et sociaux ? Sans apporter une réponse unique à cette question – on verra que les points de vue divergent –, l'ouvrage suggère à la fois, me semble-t-il, un changement dans les pratiques culturelles rela-

(1) D. Julia : « Enfance et citoyenneté. Bilan historiographique et perspectives de recherches sur l'éducation et l'enseignement pendant la période révolutionnaire », *Histoire de l'éducation*, n° 45, janvier 1990, pp. 3-42, et n° 49, janvier 1991, pp. 3-48.

(2) M.-F. Lévy (dir.) : *L'Enfant, la famille et la Révolution française*, Paris, Olivier Orban, 1990.

tives à la sphère privée et familiale dès les années 1770, au moins pour certains milieux, et, somme toute, un rôle secondaire de la Révolution française proprement dite dans cette évolution.

C'est ainsi qu'André Burguière insiste, en introduction au premier chapitre, sur le double mouvement de transfert à l'État de tâches relevant autrefois de la responsabilité des familles et de montée de l'individualisme, qui provoque une réorganisation des structures familiales, mouvement de longue durée, qui se prolonge bien au-delà de la crise révolutionnaire (1). Les contributions les plus intéressantes de ce premier chapitre s'inscrivent cependant dans une problématique un peu différente : celle de la constitution au XVIII^e siècle d'un espace public, dans lequel l'enfant du peuple, à l'instar de la femme, assume, hors du cadre familial, une forme de responsabilité et d'autonomie, puis de son progressif dépérissement. Dans cette perspective, Arlette Farge analyse, à partir d'un dossier de police relatif à l'émeute parisienne de 1750, la place de l'enfant dans l'espace urbain au milieu du siècle (2). Dominique Godineau montre comment l'enfant, au côté de sa mère, est présent dans l'événement révolutionnaire, assiste aux assemblées et participe aux émeutes (3). Pour sa part, Yvonne Knibiehler voit se renforcer le contrôle de l'enfance en liberté, déjà manifeste sous l'Ancien Régime, lorsque la Révolution met en place une politique d'assistance qui revient, faute de moyens, à livrer les enfants aux manufacturiers (4). Serge Chassagne illustre par quelques exemples cette mise au travail de l'enfance assistée, qui, sans être nouvelle, s'accélère après Thermidor (5).

Avec le chapitre II, « L'enfant et la Nation », nous entrons véritablement dans la Révolution. D. Julia consacre une étude exemplaire au problème de l'*instruction publique* et de l'*éducation nationale* (6). Plutôt que de limiter l'analyse, comme trop de commentateurs, aux seuls plans de Condorcet et de Le Peletier, il dénoue pour nous tout l'écheveau des projets et des réalisations révolutionnaires. Je retiendrai ici deux de ses conclusions, parmi les

(1) A. Burguière : « Demande d'État et aspirations individualistes. Les attentes contradictoires des familles à la veille de la Révolution », *ibid.*, pp. 25-32.

(2) A. Farge : « L'enfant dans l'espace public au XVIII^e siècle », *ibid.*, pp. 43-52.

(3) D. Godineau : « Fonction maternelle et engagement révolutionnaire féminin », *ibid.*, pp. 85-95.

(4) Y. Knibiehler : « L'enfant au sein de l'espace public », *ibid.*, pp. 79-84.

(5) S. Chassagne : « L'enfant au travail dans les manufactures pendant la Révolution », *ibid.*, pp. 97-103.

(6) D. Julia : « L'éducation révolutionnaire : fille de Sparte ou héritière des Lumières », pp. 107-121, et « L'institution du citoyen. Instruction publique et éducation nationale dans les projets de la période révolutionnaire (1789-1795) », *ibid.*, pp. 123-170.

moins évidentes : en premier lieu, la difficulté que tous les hommes de la Révolution éprouvent à « penser leur temps », difficulté qui se traduit soit par un recours anachronique au mythe spartiate, soit, chez Condorcet, par une foi prophétique en un avenir radieux ; faute que soient pris réellement en compte les résistances socioculturelles au changement, le dispositif mis en place pour organiser le transfert de sacralité de l'Église et du Roi sur la Nation et ses nouvelles institutions – la régénération par les fêtes, le calendrier, les catéchismes républicains, etc. – reste à peu près inopérant. D. Julia montre par ailleurs que les formes d'utopie scolaire ne se réduisent pas en l'an II au seul modèle spartiate de l'internat obligatoire, défendu par Le Peletier : plus importants encore, dans la mesure où il y a un début de réalisation, sont le modèle de la « société-école », dans lequel l'école, laissée à la seule initiative privée, n'est plus pensée au centre du dispositif éducatif, la société toute entière devant être parcourue de « signaux pédagogiques », et celui de « l'effet multiplicateur », dans lequel le savoir doit pénétrer d'un coup tout le corps social, soit par le moyen des livres, soit par celui de volontaires formés de manière accélérée à Paris.

Cette étude s'inscrit dans une série de publications de D. Julia sur l'éducation et l'enseignement pendant la Révolution qui méritent d'être ici rappelées : citons d'abord pour mémoire ses deux ouvrages, l'un consacré aux projets d'éducation, paru dès 1981 (1), l'autre, paru en 1987, qui traite des réalisations révolutionnaires (2) ; leur confrontation permet de mesurer, à partir des meilleures sources, l'écart souvent immense entre les utopies et la réalité de l'instruction publique : certes, la Révolution laïcise l'enseignement secondaire, évolution confirmée sous l'Empire par la création de l'Université, elle contribue, avec l'École polytechnique, les écoles de santé, et quelques autres établissements, à la constitution d'un solide enseignement professionnel supérieur, mais sur l'enseignement élémentaire, elle ne semble avoir eu pour ainsi dire aucune prise. Depuis la sortie de ces deux livres, D. Julia a publié plusieurs articles sur l'enseignement pendant la Révolution : un article sur la naissance du modèle scolaire méritocratique (3), dans lequel il ana-

(1) D. Julia : *Les Trois couleurs du tableau noir. La Révolution*, Paris, Belin, 1981.

(2) D. Julia (dir.), H. Bertrand, S. Bonain et A. Laclau : *Atlas de la Révolution française*, vol. 2 : *L'enseignement, 1760-1815*, Paris, Éditions de l'École des hautes études, 1987.

(3) D. Julia : « Sélection des élites et égalité des citoyens. Les procédures d'examen et de concours de l'Ancien Régime à l'Empire », in *Mélanges de l'École française de Rome, Histoire moderne et contemporaine*, 1989.

lyse les différentes procédures de sélection des intelligences proposées depuis le milieu du XVIII^e siècle, complété par une étude sur un célèbre examinateur, le mathématicien Monge, fondateur de l'École polytechnique (1), et des études de cas, l'une sur le collège de Tournon pendant la Révolution, illustrant l'impact de la Révolution sur les conflits internes aux établissements scolaires, l'autre sur les écoles de canonage, mettant en évidence, sur un cas limite, le caractère illusoire de « l'enseignement révolutionnaire » de la période conventionnelle.

Retournons au chapitre III de l'ouvrage, tout entier consacré à l'étude des représentations de l'enfant dans l'art et la littérature révolutionnaires. Jean-Marie Goulemot, introduisant le chapitre, met l'accent sur l'autonomie de la sphère littéraire et rejette l'hypothèse d'une rupture révolutionnaire des modes de représentation de l'enfance (2). La contribution de Didier Masseur sur la littérature enfantine va dans le même sens (3) : l'auteur repère dès le début des années 1780 l'apparition de nouveaux modèles narratifs, à forte charge moralisatrice, que la Révolution reprend tels quels, en leur donnant un nouvel habillage. Les catéchismes révolutionnaires continueraient ainsi une production littéraire moralisante, conçue sur le mode de l'entretien, qui domine dès la fin de l'Ancien Régime. L'étude de Jean Hébrard sur les catéchismes révolutionnaires (4), tout en confirmant l'inscription de cette littérature dans une tradition bien établie au XVIII^e siècle, insiste plutôt sur la filiation catéchistique. Le modèle du « catéchisme de diocèse » est délibérément détourné au profit des Lumières, avec d'ailleurs un large éventail de possibles, allant du catéchisme sans-culotte de Poitevin au catéchisme officiel de La Chabeaussière.

On constate ainsi la prégnance dans la littérature enfantine des modèles anciens. Doit-on en conclure que cette production n'a pas évolué durant la période révolutionnaire ? En analysant un corpus de

(1) Voir D. Julia : « La formation des officiers de marine dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : des gardes de la marine aux écoles d'Alès et de Vannes », in *Vannes au début de la Révolution*, Vannes, les Amis de Vannes, 1989, pp. 57-124, et « Monge examinateur », in *Travaux d'élèves. Pour une histoire des performances scolaires et de leur évaluation, 1730-1830, Histoire de l'éducation*, n° 46, mai 1990, pp. 111-133.

(2) J.-M. Goulemot : « L'enfant représenté : iconographie et littérature », in M.-F. Lévy (dir.), *op. cit.*, pp. 243-254.

(3) D. Masseur : « La littérature et la Révolution : rupture ou continuité ? », *ibid.*, pp. 263-273.

(4) J. Hébrard : « La Révolution expliquée aux enfants : les catéchismes de l'an II », *ibid.*, pp. 171-192.

699 ouvrages appartenant à la littérature pour l'enfance (1), Michel Manson a pu mettre en évidence, en tout cas, deux changements d'importance : une croissance rapide de la production, avec un grand nombre de nouveautés entre 1789 et 1799, et la progression, sous l'impulsion du pouvoir central, des ouvrages didactiques, mieux ciblés et de meilleure qualité.

Le développement, pendant cette période, de la littérature d'inspiration pédagogique est bien évidemment à mettre en rapport avec l'intérêt contemporain pour les questions d'éducation et d'instruction. Depuis les grands travaux d'érudition entrepris sous la III^e République, non sans esprit polémique d'ailleurs, l'œuvre révolutionnaire en matière d'instruction élémentaire n'avait fait l'objet d'aucune étude importante. Il faut donc se réjouir de la publication, en Allemagne et en allemand, d'un ouvrage ambitieux sur la question. Hans-Christian Harten nous offre en effet, à partir d'une documentation de première main, la première synthèse moderne sur l'histoire de l'école élémentaire pendant la Révolution. Dans son bilan historiographique de janvier 1990, D. Julia a rendu compte partiellement de cette étude, dont il avait pu lire le manuscrit (2). L'importance de l'ouvrage, qui est aujourd'hui publié, justifie qu'on y revienne ici un peu plus en détail (3).

Le livre est divisé en sept chapitres, précédés d'une introduction consacrée à l'instruction élémentaire à la fin de l'Ancien Régime. Dans les trois premiers, l'auteur expose les différentes conceptions pédagogiques, telles qu'elles se dégagent de l'analyse de nombreux projets d'éducation, imprimés ou manuscrits, ainsi que des livres élémentaires rédigés pendant la Révolution. Les quatre suivants abordent les réalisations révolutionnaires, à la lumière des projets précédemment étudiés, l'organisation des écoles élémentaires, le choix des maîtres, le rôle des activités festives, etc.

Le premier mérite de H.-C. Harten est d'avoir entrepris le dépouillement quasi systématique des plans et projets pédagogiques de la période révolutionnaire conservés aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale (4). L'étude de ce corpus révèle la richesse

(1) M. Manson : *Les Livres pour l'enfance et la jeunesse sous la Révolution*, Paris, I.N.R.P., 1989.

(2) D. Julia : « Enfance et citoyenneté... », *art. cit.*, pp. 20-22.

(3) H.-C. Harten : *Elementarschule und Pädagogik in der Französischen Revolution*, München, Oldenbourg Verlag, 1990.

(4) Le corpus est présenté en fin d'ouvrage, pp. 436-445. Le lecteur aura intérêt à consulter du même H.-C. Harten : *Les Écrits pédagogiques sous la Révolution*, répertoire établi par l'auteur avec la collaboration du Service d'histoire de l'éducation sous la direction d'A. Choppin, Paris, I.N.R.P., 1990, qui recense 1 346 écrits relatifs à la politique culturelle et à l'éducation entre 1789 et 1799.

de la réflexion pédagogique, qu'on ne saurait réduire aux seuls débats parlementaires, bien connus des historiens. Sans reprendre ici les analyses très fouillées de Harten, qui nécessiteraient de longs développements, je note en particulier la vigueur du courant rationaliste, qui trouve en Condorcet son expression la plus achevée mais qui inspire de nombreux écrits, dans lesquels l'insistance est mise sur l'enseignement scientifique et la formation professionnelle. Surtout, à partir de son corpus, Harten tente de définir ce qu'attendent les révolutionnaires de la nouvelle éducation républicaine. Il croit ainsi reconnaître dans l'idée que l'instruction publique peut, à elle seule, régénérer l'Homme, c'est à dire lui rendre sa vraie nature au sein d'une société républicaine harmonieuse, l'aspiration commune à tous les projets d'éducation révolutionnaires. Ce qu'il appelle « l'eschatologie pédagogique » des hommes de la Révolution, substituant l'instituteur au prêtre, l'École à l'Église, la Raison au Dieu des chrétiens, révélerait en fait leur impuissance à changer les mentalités et les pratiques : tous les espoirs sont reportés, de manière utopique, sur les enfants, auxquels l'éducation républicaine devra inculquer les valeurs de la morale naturelle.

Harten étudie ensuite les livres élémentaires présentés au concours de l'an II, qui fut, comme on sait, un échec. Cent cinquante deux ouvrages sont analysés, dont cinquante quatre de lecture, écriture et grammaire, vingt deux de mathématiques et sciences naturelles et soixante seize de morale. Le lecteur intéressé par l'histoire des manuels scolaires consultera avec profit le long chapitre qui leur est consacré. Pour ma part, je saute directement aux chapitres finaux, basés pour l'essentiel sur les résultats d'une enquête entreprise dans une vingtaine de départements. L'auteur y traite successivement la fréquentation scolaire, le taux d'encadrement, l'installation des écoles, l'organisation de l'enseignement, le contrôle de l'assiduité et du travail des élèves et les textes utilisés par les maîtres. Il accorde une particulière attention aux nouvelles pratiques cérémonielles qui rompent avec les cérémonies religieuses du passé : nombre d'instituteurs substituent ainsi des hymnes et des chants républicains aux prières traditionnelles ouvrant la classe ; les élèves jouent un rôle important dans les fêtes du nouveau calendrier, comme autrefois dans les fêtes religieuses ; de manière générale, la « pédagogie cérémonielle » vise à détourner au profit de la Révolution tout le dispositif symbolique de l'ancienne religion établie.

Après s'être intéressé au rôle des sociétés populaires dans la « mobilisation pédagogique » que tentent, sans grand succès d'ailleurs, les éléments les plus radicaux en 1793 et 1794, Harten termine son ouvrage par une longue étude consacrée aux instituteurs

de la Révolution. La Révolution a entraîné un renouvellement et un rajeunissement des maîtres d'école. De nombreux exemples indiquent qu'il existe dans le corps enseignant, une minorité agissante d'instituteurs républicains, qui jouent un rôle militant important, au moins jusqu'en l'an IV. Le cas de l'instituteur Gérard Le Normand, président de la Société populaire de Rouen, élève de l'École normale en l'an III, que l'auteur étudie en détail, illustre ce type d'enseignant, présent sur tous les fronts de l'activité révolutionnaire.

Le travail de H.-C. Harten est impressionnant. Peut-on, pour autant, en tirer un tableau complet de l'instruction élémentaire publique pendant la Révolution et, plus encore, une mesure précise de son impact politique ? Force est pour l'auteur de reconnaître qu'il serait encore prématuré aujourd'hui de dresser le bilan chiffré de l'entreprise d'éducation politique menée par la Révolution. Tout en insistant sur la diversité des situations régionales, H.-C. Harten n'en discerne pas moins, non seulement dans l'élite bourgeoise cultivée mais également au sein des masses rurales, une aspiration nouvelle à l'École, comme si celle-ci devait apporter, avec les Lumières, une amélioration générale de leurs conditions de vie. Cette attente, qualifiée par H.-C. Harten d'eschatologique, introduit dans des formes traditionnelles de culture des ferment de modernité qui se développeront au cours du XIX^e siècle (1).

Ceci admis, la Révolution n'a pas modifié de manière durable les conditions de la scolarisation élémentaire en France. Ses décrets sont restés lettre morte, si bien qu'au bout du compte, son œuvre scolaire, au moins pour l'instruction primaire, apparaît des plus minces. H.-C. Harten ne l'ignore pas, mais, pris par son sujet, ne surestime-t-il pas gravement l'impact de la Révolution sur les pratiques culturelles, en particulier sur les comportements populaires vis-à-vis de l'École, en montant en épingle le rôle d'une petite minorité d'intellectuels sans réelle influence ? En tout état de cause, seule une analyse menée sur la longue durée, étudiant la diffusion des modèles laïcisés d'instruction et le développement d'une nouvelle demande d'éducation qui leur serait liée, permettrait, me semble-t-il, de vérifier les hypothèses de l'auteur.

Le livre de H.-C. Harten, c'est l'un de ses mérites, incite à relire d'un œil neuf les projets et débats révolutionnaires sur l'instruction publique. D. Julia avait noté, il y a deux ans, l'abondance des travaux sur les grands plans d'éducation de la Révolution, où il voyait

(1) Sur cette problématique, voir H.-C. Harten : « Mobilisation culturelle et disparités régionales. École, alphabétisation et processus culturel pendant la Révolution », in *Les Enfants de la Patrie. Éducation et enseignement sous la Révolution française, Histoire de l'éducation*, n° 42, mai 1989, pp. 111-137.

aussi, non sans malice, le résultat d'une certaine facilité, les sources étant d'accès immédiat. Les publications plus récentes confirment, en l'aggravant, la tendance des commémorations paresseuses à revenir sans cesse tracer le même sillon : aux recueils de textes cités en son temps par D. Julia (1), il nous faut donc ajouter maintenant au moins quatre nouvelles publications.

Notons d'abord la réédition du recueil de discours et rapports publiés par Célestin Hippeau en 1881, avec une introduction fort peu convaincante de Bernard Jolivet, réduisant très schématiquement le débat révolutionnaire sur l'instruction à l'opposition entre une conception métaphysique de la liberté et des droits de l'homme et un sociologisme attentif avant tout aux inégalités (2). Cette réédition, sans notes ni apparat critique, pourra rendre des services. On aurait pourtant de beaucoup préféré pour le bicentenaire un retraitage du recueil de textes commentés que Bronislaw Baczko avait publié il y a dix ans (3). L'ouvrage de Bernard Lehembre a le mérite, quant à lui, de réunir, sous forme d'extraits, une assez grande variété de textes, parfois d'accès difficile (4) : outre les inévitables projets de Condorcet et de Le Peletier, l'auteur nous propose, par exemple, le rapport de Grégoire pour l'ouverture du concours de l'an II sur les manuels scolaires et, surtout, un choix de documents de la période directoriale. Les textes de liaison, plutôt sommaires, se lisent vite, sans toujours éviter les télescopes (par exemple, p.61, l'hostilité à Condorcet d'un Michel-Edme Petit ou d'un Bouquier assimilé à l'obscurantisme de La Chalotais) ou les approximations (par exemple, le rôle de Grégoire dans le rejet du plan de Le Peletier est sur-évalué). Je signale également le numéro spécial de la revue *Enfance* consacré au débat entre instruction et éducation pendant la Révolution (5), où l'on trouvera encore une fois le rapport de Condorcet et le plan de Le Peletier, ainsi que le fameux manuel d'arithmétique de Condorcet, écrit pour sa fille peu avant sa mort (6).

(1) Voir D. Julia, art. cit. (première partie), *Histoire de l'Éducation*, n° 45, janvier 1990, p. 6, note (2), p. 11, note (2) et p. 12, notes (1) et (3).

(2) C. Hippeau : *L'Instruction publique en France pendant la Révolution*, introduction de B. Jolivet, Paris, Klincksieck, 1990, coll. « Philosophie de l'éducation ».

(3) B. Baczko (éd.) : *Une éducation pour la démocratie. Textes et projets de l'époque révolutionnaire*, Paris, Garnier, 1982, coll. « Les classiques de la politique ».

(4) B. Lehembre : *Naissance de l'école moderne. Les textes fondamentaux, 1791-1804*, Paris, Nathan, 1989, coll. « Repères pédagogiques ».

(5) *Enfance*, tome 42, n° 4, 1989.

(6) Je n'ai malheureusement pu consulter la réédition de Condorcet : *Moyen d'apprendre à compter sûrement et avec facilité*, présenté, commenté et annoté par C. Coutel, N. Picard et G. Schubring, Paris, A.C.L.-André Deledicq, 1989 (voir D. Julia, art. cit. (deuxième partie), *Histoire de l'éducation*, n° 49, janvier 1991, p. 43, note (109)).

De toutes ces publications, la plus intéressante est certainement la réédition commentée du rapport de Condorcet par Charles Coutel (1). L'ouvrage reprend telle quelle l'édition qu'en a donnée Gabriel Compayré en 1883, avec son introduction et ses notes, mais en y ajoutant une introduction générale, une présentation du débat parlementaire et plusieurs notes thématiques. Les commentaires de Ch. Coutel apportent d'utiles éclairages non seulement sur Condorcet lui-même, mais aussi sur ses relecteurs républicains de la fin du XIX^e siècle. L'édition de G. Compayré révèle, en effet, la distance existant entre le philosophe des Lumières et ses héritiers positivistes de la III^e République. Les thèses de Condorcet sont révisées sur plusieurs points essentiels, la gratuité, l'instruction des femmes, l'importance de l'enseignement scientifique et la place des langues anciennes.

Néanmoins, l'approche résolument philosophique de C. Coutel n'est pas sans poser problème à l'historien. Passons sur les jugements de valeur (le mythe « mortifère » de Sparte engendrant la Terreur et le Bonapartisme, p. 49, les « reculs » et les « avancées » de Compayré, pp. 61 et 62, les « contresens » de Rabaut Saint-Étienne, p. 211, etc.). Le risque majeur d'une « lecture expliquée », s'interdisant « la folklorisation et l'ethnologisation des textes », pour reprendre les expressions de C. Kintzler dans sa préface, c'est le contresens par esprit de système. Il me semble que C. Coutel, comme C. Kintzler, ne l'évitent pas toujours, surtout quand ils réduisent tout le programme de Condorcet à la seule formation du citoyen. Postuler, comme le font ces auteurs, un « anti-utilitarisme » théorique chez Condorcet, c'est oublier, dans son œuvre, l'importance accordée à l'éducation technique et professionnelle éclairée par les sciences. Pour tout dire, une interprétation équilibrée et dépassionnée de la pensée pédagogique de Condorcet exigerait au préalable un travail d'exégèse historique fondé, enfin, sur une véritable édition critique de ses écrits sur l'instruction publique (2).

(1) Condorcet : *Écrits sur l'instruction publique*, volume second, *Rapport sur l'instruction publique*, texte présenté, annoté et commenté par Ch. Coutel, Paris, Edilig, 1989, coll. « Les classiques de la République ». Rappelons que les *Cinq mémoires sur l'instruction publique* forment le premier volume de cette série (voir D. Julia art. cit. (première partie), *Histoire de l'éducation*, n° 45, janvier 1990, p. 12). Les deux ouvrages ne sont plus disponibles en librairie, mais on peut encore se les procurer au siège de la Ligue de l'enseignement.

(2) Le travail est commencé pour la période antérieure à la Révolution (voir Condorcet : *Réflexions et notes sur l'éducation*, a cura di M. Albertone, Bibliopolis, Naples, 1983). Il faudrait utiliser, pour une pareille édition, les manuscrits des *Cinq mémoires* et du *Rapport* conservés à la Bibliothèque de l'Institut dans les papiers de Condorcet, dont l'inventaire analytique est actuellement en préparation.

À côté des recueils de textes, quelques monographies publiées depuis trois ans intéressent l'instruction publique : sur l'enseignement des mathématiques dans les écoles centrales, Pierre Lamandé a publié une étude approfondie basée sur le cas nantais, dont D. Julia a déjà rendu compte dans son bilan (1). Relevons également, à ce propos, une notice sur l'école centrale de Mons et ses chaires de mathématiques et de physique, publiée en Belgique (2). Le bicentenaire de la création des écoles centrales en 1995 devrait être l'occasion d'une floraison de pareilles monographies. Le rôle joué par la Société philomathique de Paris pendant la Révolution est évoqué rapidement par André Tuilier dans un article des actes du colloque sur le bicentenaire de cette société de pensée (3). Enfin, notons le catalogue de la belle exposition organisée en 1989 à la Sorbonne sur l'Université de Paris et la Révolution, qui brosse, en 210 notices, un vaste tableau de l'histoire de l'instruction publique à Paris des États-généraux à l'Université impériale (4).

Par l'abondance, sinon toujours par la qualité des publications, cette recension, pourtant incomplète, confirme l'intérêt des chercheurs pour l'histoire de l'éducation pendant la Révolution. Michel Vovelle, tirant les leçons des colloques du Bicentenaire, a mis en évidence la place éminente de l'histoire culturelle et de l'histoire des mentalités dans les préoccupations actuelles des historiens de la Révolution (5). Même si la ventilation des colloques par thèmes sous-évalue le poids de l'histoire de l'éducation (6), l'importance de

(1) P. Lamandé : *La Mutation de l'enseignement scientifique en France (1750-1810) et le rôle des écoles centrales : l'exemple de Nantes*, coll. « Sciences et techniques en perspective », vol. 15, 1988-1989 (voir D. Julia art. cit. (première partie), *Histoire de l'éducation*, n° 45, janvier 1990, p. 31).

(2) M.-T. Isaac, E. Pequet, C. Radoux et C. Sargeloos : *L'École centrale du département de Jemmapes. Les mathématiques à l'École de la Révolution*, Mons, Université de Mons-Hainaut, 1989.

(3) A. Tuilier : « Les débuts de la Société philomathique de Paris et le contexte idéologique », in A. Thomas (éd.) : *La Société philomathique de Paris et deux siècles d'histoire de la science en France*, colloque du bicentenaire de la Société philomathique de Paris, Paris, P.U.F., 1990.

(4) A. Tuilier et alii : *L'Université de Paris, la Sorbonne et la Révolution*, catalogue, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1989.

(5) M. Vovelle et D. Le Monnier : *Les Colloques du Bicentenaire. Répertoire des rencontres scientifiques nationales et internationales*, Paris, La Découverte, Institut d'histoire de la Révolution française et Société des études robespierristes, 1991. Sur les 550 colloques réunis en 1989 et 1990 sur la Révolution française, 16,2 % avait pour thème dominant un thème d'histoire culturelle et 4,7 % un thème d'histoire des mentalités. Les pourcentages s'élèvent respectivement à 18,8 % et 5,2 % pour les colloques qui se sont tenus en France et à 21,8 % et 7,2 % pour les colloques parisiens.

(6) Le répertoire recense deux colloques où l'éducation et la pédagogie sont les thèmes dominants, et dix colloques où elles sont les thèmes secondaires.

ce champ d'études ressort clairement d'un examen attentif de la liste des colloques. « Le projet pédagogique de la Révolution, à travers ses textes fondateurs comme ses expérimentations éphémères ou d'avenir, note M. Vovelle, s'inscrit au rang des territoires nouveaux ou renouvelés de la recherche ». La célébration, dans les années qui viennent, du bicentenaire de quelques grands établissements d'enseignement, École normale, École polytechnique, Muséum d'histoire naturelle, Conservatoire des arts et métiers, École des langues orientales, etc., devrait confirmer ce phénomène et amener une moisson de nouveaux travaux.

Bruno BELHOSTE
Service d'histoire de l'éducation